

DIASPORAS news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



CAN 2025

**HAKIMI BLESSÉ,
LE MAROC RETIENT
SON SOUFFLE**



YAKO

obsèque diaspora



Yako Obsèques Diaspora est la solution d'assurance obsèques à l'attention des ressortissants ivoiriens vivant en France.

Ce produit garantit le rapatriement du corps de l'assuré en Côte d'Ivoire, la conservation dans une morgue en et une assistance financière pour l'organisation des funérailles.

Yako Obsèques Diaspora prend en charge :

- le rapatriement du défunt en CI
- les démarches administratives nécessaires pour le rapatriement du corps en CI
- la fourniture d'un cercueil adapté au transport
- la conservation de la dépouille dans une morgue en CI
- une assistance financière pour soutenir la famille

Comment souscrire ?

Souscrire est simple et rapide :
Il suffit de vous rendre dans les locaux de Cofina Services France ou en ligne sur le site officiel : www.cofinaservicesfrance.com



DIASPORAS-NEWS
édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services
39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com
Tél. : +339 50 78 43 66
Mob. : +336 34 56 53 57
Fax : +339 55 78 43 66
contact@diasporas-news.com

Contact Publicité
+336 34 56 53 57
publicite@diasporas-news.com

Président Directeur de Publication
Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président
Clotaire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :
Lamine THIAM - Malick DAHO
Jean-Christophe PAGNI
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU
Guy Florentin YAMEOGO
Kokouvi EKLOU - Landry ANUARITE
Kalifa MARIKO - Yves-Alain LOPIKO
Redouane BENALI

Directrice Marketing
Relations Publiques
COURA SENE-DIACK

Direction Artistique
Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire
Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo
Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes
Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône
Valentin G. SIKELY

Développement Hérault
Benjamin AKA

Développement Ile de France
BOZ

Développement Haute-Garonne
Sonia Barbara OTE

Développement Alpes-Maritimes
Christian BOUTILIER

Dépôt Légal : à parution
ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

HAKIMI BLESSÉ, LE MAROC RETIENT SON SOUFFLE



Achraf Hakimi, le latéral du PSG blessé par le tacle de Luis Diaz, lors du match PSG - BAYERN MUNICH sera absent au moins six semaines des pelouses. (Ph : DR)

C'est une image qui a traversé le Maroc comme une onde de choc. Lorsque, victime d'un tacle dangereux de Luis Diaz lors du match entre le PSG et le Bayern Munich en Ligue des champions, le 4 novembre dernier, on a vu Achraf Hakimi, le joyau du football marocain et l'un des meilleurs latéraux du monde, se prendre la tête à deux mains et pleurer à chaudes larmes on a compris que ce qu'il se passait là était très grave. Entorse sévère de la cheville, Hakimi est blessé à quelques semaines seulement du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations. Son indisponibilité pourrait avoisiner les 6 semaines. Pour un pays qui rêve de prolonger l'épopée du Mondial 2022, cette alerte médicale a tout d'un coup de tonnerre.

Depuis plusieurs saisons, Hakimi n'est pas seulement un joueur. Il est devenu un symbole. Symbole de réussite, d'engagement, de cette génération dorée qui a replacé le Maroc sur la carte du football mondial. Son absence, même temporaire, dépasse le simple cadre sportif : elle touche à l'espoir collectif d'un peuple qui vit, respire et vibre au rythme des exploits de ses Lions de l'Atlas.

Les images de sa sortie prématurée du terrain ont glacé le sang des supporters. Le silence des vestiaires a enflé sur les réseaux, amplifiant les rumeurs, les inquiétudes, les supputations. Le staff médical du Paris Saint-Germain se veut rassurant, mais les supporters marocains, eux, n'ont qu'une question en tête : sera-t-il prêt pour la CAN ?

Au-delà du cas individuel, cette blessure met en lumière une réalité implacable : le Maroc repose encore trop sur ses cadres. Si Walid Regragui, le sélectionneur, a su construire un collectif solidaire, la perte d'un joueur de la trempe de Hakimi change la donne. Son énergie, sa vitesse, sa capacité à transformer une récupération en occasion de but sont des armes rares. Sans lui, la défense perd un moteur, et l'attaque, un déclencheur.

Pourtant, le Maroc n'a pas dit son dernier mot. L'équipe nationale a prouvé par le passé qu'elle pouvait se transcender dans l'adversité. Cette alerte doit servir d'électrochoc, un rappel que la CAN ne se gagne pas seulement avec des stars, mais avec un groupe uni, lucide, combatif.

Le Maroc, qui a beaucoup investi dans cette CAN en prélude au Mondial 2030 dont il abritera une partie, retient son souffle. Mais dans cette attente fébrile se cache aussi une certitude : même diminué, Hakimi reste un lion. Et les lions, on le sait, n'abandonnent jamais la bataille.

Malick DAHO

NIGER

QUI PEUT SAUVER MOHAMED BAZOUM ?

Cela fait exactement vingt-huit longs mois que Mohamed Bazoum (65 ans) est privé de liberté. En effet, L'ex-chef d'Etat, élu en 2021 et renversé le 26 juillet 2023, est détenu arbitrairement dans l'enceinte du palais présidentiel à Niamey. Coupé du monde extérieur, reclus dans deux pièces sans droit de sortir à l'air libre, il refuse toujours de démissionner.



L'ex-chef d'Etat nigérien, élu en 2021 et renversé le 26 juillet 2023, est détenu arbitrairement en compagnie de son épouse dans l'enceinte du palais présidentiel à Niamey. (Ph: DR)

Séquestré avec son épouse Hadiza entre quatre murs dans un réduit du palais présidentiel de Niamey, Mohamed Bazoum n'a pas vu le jour depuis plus deux ans. Une éternité... Le 26 juillet 2023, Abdourahmane Tiani, le chef de sa garde

rapprochée, lui volait le pouvoir avec le soutien d'une partie de l'armée nigérienne. Mais, aujourd'hui, le putschiste ne sait plus quoi faire de son prisonnier, lequel n'a jamais voulu démissionner de ses fonctions de chef de l'État démocratiquement élu en février 2021.

L'univers quotidien du couple Bazoum se résume à une chambre, un petit salon et un couloir de quelques mètres pour se dégourdir les jambes. Ils n'en sortent jamais. Deux cuisiniers, qui ont tenu à rester à leurs côtés, continuent de préparer leurs repas. « Mo-

hamed Bazoum n'est pas un détenu ordinaire. Il a tenté de s'évader. Cela explique qu'on garde un œil sur lui. Quant à son épouse, rien ne l'empêche de sortir, c'est elle qui veut rester avec lui », justifie une source gouvernementale. Avant de poursuivre : « Ils vivent dans



une petite aile de ce qui était le palais présidentiel. Ils n'ont pas le droit de sortir. Ils n'ont aucun contact avec le monde extérieur, ni leur famille, ni nous les avocats », explique l'un de leur avocat Reed Brody. « Depuis la confiscation de leur téléphone, je n'ai pas pu communiquer avec le président, avec lequel je m'entretenais avant. Ils sont à quelques dizaines de mètres d'où règnent les putschistes, qui s'en servent comme otages, comme des boucliers humains». Au moins l'électricité et l'eau ont été rétablies, ils en avaient été privés pendant les trois pre-

miers mois de leur captivité. Au moins leur fils cadet Salem, 23 ans, au départ emprisonné avec eux, a pu, lui, être libéré en janvier 2024, grâce à la médiation du Togo. Mais depuis, toutes les médiations diplomatiques, plaident pour la libération du couple présidentiel, ont échoué. Aujourd'hui, il a pour tout loisir, une télévision et des livres. Les seules visites autorisées sont celles d'un médecin, une fois par semaine. Pour le reste, Mohamed Bazoum demeure enfermé dans le silence et la solitude. Jusqu'à quand ? Interrogé par les Nations unies,

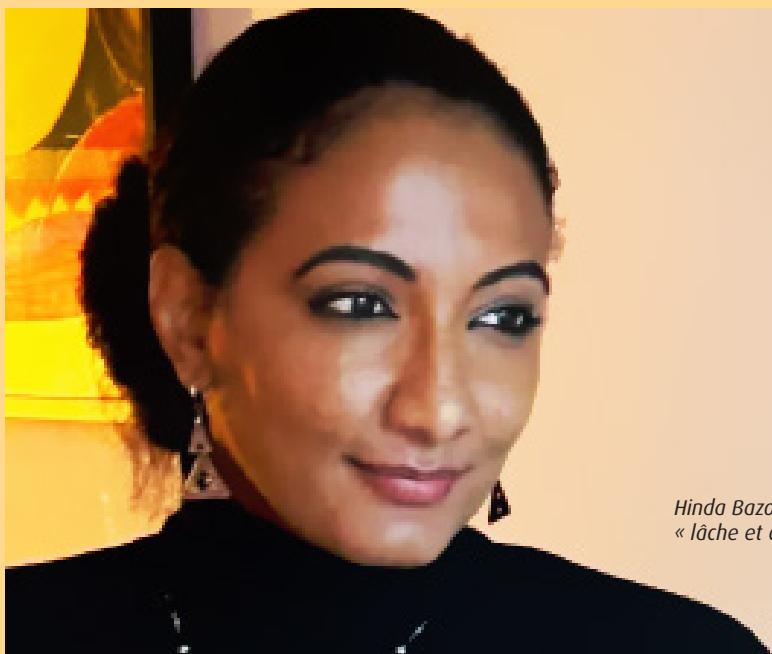
le régime militaire nigérien a répondu qu'il accusait Mohamed Bazoum d'avoir échangé au téléphone avec des « forces obscurantistes ennemis du Niger pour commanditer une attaque avec l'aide des puissances étrangères », des actes « assimilés aux complots et attentats contre la sûreté de l'État, et intelligence avec des puissances étrangères ». Dans son avis, l'ONU pointe que le régime de Niamey « n'a fourni aucune explication tendant à justifier la durée de leur détention, ainsi que l'absence de procès devant les juridictions

nigériennes compétentes ». En décembre 2023, la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Ouest (CEDEAO) avait ordonné la libération de Mohamed Bazoum mais la demande est restée lettre morte et le Niger a depuis quitté l'organisation.

De son côté, Mohamed Bazoum, qui n'a jamais démissionné, revendique toujours d'être le président du Niger.

Lamine Thiam

Les graves accusations d'Hinda Bazoum



Hinda Bazoum estime que son papa a été trahi de façon « lâche et cruelle » par Mahamadou Issoufou. (Ph: DR)

Dans une tribune publiée par la presse nigérienne, Hinda Bazoum affirme qu'après le coup d'État qui a renversé son père, « le plus dur à accepter était de découvrir que Mahamadou Issoufou était le cerveau qui a tout orchestré ». Selon elle, le prédécesseur de Mohamed Bazoum à la tête de l'État nigérien avait une stratégie : « protéger ses intérêts personnels », et le coup de force devait lui permettre de revenir au pouvoir, après une courte transition militaire au cours de

laquelle une nouvelle Constitution serait adoptée. Dans les propos de la fille de Mohamed Bazoum, il y a de l'amertume. Elle rappelle que son père a toujours eu depuis 33 ans de l'amitié pour l'ancien président Mahamadou Issoufou mais que finalement en retour, il a été trahi de la manière la plus « lâche et cruelle ». Également en colère, Hinda Bazoum dénonce les conditions de détention de son père depuis neuf mois et évoque ce qu'elle appelle « la dernière trouvaille »

de l'ancien président Mahamadou Issoufou : « faire introduire une requête à la cour d'État nouvellement créée pour demander la levée de l'immunité de notre père, puis sa condamnation par le tribunal militaire ». Objectif selon elle ? Rendre inéligible Mohamed Bazoum. Face à toutes ces accusations, Mahamadou Issoufou n'a pas réagi.

LT

L'indignation de Sahanin Mahamadou

Le sort réservé à Mohamed Bazoum par le général Abdourahamane Tiani déplaît à Sahanin Mahamadou. « Nous attendons de voir ce qu'ils vont faire d'ici là, les jours à venir. De toutes les façons, il a dit lui-même que le président Bazoum n'est pas en prison. On attend donc de voir quel doit être le sort du président Bazoum, indique, impuissant, le conseiller de l'ex-président du Niger ». Avant de préciser : « Quand tu séquestres un simple citoyen ordinaire, tu es passible d'une peine de mort, à plus forte raison un président de la République démocratiquement élu ».

« Dès lors que Tiani est au palais présidentiel en train de séquestrer le président de la République démocratiquement élu, je fais allusion à son excellence le président Mohamed Bazoum, quelle honte pour le Niger parce que ça c'est une honte. C'est une grande régression pour la démocratie et c'est une grande régression pour la liberté d'expression dans notre pays ».



LT Pour le général Abdourahamane Tiani, Mohamed Bazoum n'est pas en prison... (Ph: DR)

Bazoum, le bouclier encombrant

Déchu depuis le coup d'État au Niger en juillet 2023, l'ancien président nigérien Mohamed Bazoum refuse de démissionner malgré les pressions. Retenu prisonnier dans un réduit du palais présidentiel, il pourrait être jugé pour trahison par la junte qui a pris le pouvoir. Quand ? Personne ne le sait...

De son côté, Abdourahamane Tiani, qui s'est récemment auto-promu général d'armée, vit dans la crainte permanente d'être renversé à son tour. Il s'éloigne rarement de son domicile situé dans le carré de la résidence présidentielle. À quelques mètres seulement de Mohamed Bazoum. Il reçoit peu avec son épouse Sabira Issa. Il se méfie de ses visiteurs car il est la cible de critiques de plus en plus virulentes sur sa capacité à gouverner.

Selon l'entourage du président, cette détention est une stratégie de la junte pour empêcher une intervention étrangère au Niger. Détenir Mohamed Bazoum, «c'est une police d'assurance contre un bombardement du palais par exemple», avance Maître Brody.



Cette détention de Mohamed Bazoum est une stratégie de la junte pour empêcher une intervention étrangère au Niger. (Ph: DR)



Alassane Ouattara rempile pour 5 ans

Le président ivoirien est arrivé sans surprise en tête du scrutin avec près de 90 % des suffrages, au terme d'une élection sans enjeu dont les principaux opposants ont été écartés.

C'est reparti pour cinq ans ! Alassane Ouattara a été réélu le 27 octobre 2025 président de la Côte d'Ivoire, un quatrième mandat obtenu avec un score improbable de 89,77 % des suffrages, après un scrutin privé des deux principales figures de l'opposition et boudé par la moitié des électeurs. La participation, qui s'élève à 50,1 %, est le reflet du désintérêt pour le scrutin d'une partie des 8,7 millions d'ivoiriens appelés aux urnes le 25 octobre 2025.

Les zones du Sud et de l'Ouest, où l'opposition est historiquement forte, ont particulièrement boudé l'élection, en l'absence de l'ex-président Laurent Gbagbo et du banquier international Tidjane Thiam, leaders du PPA-Cl et du PDCI. Ces derniers, qui n'avaient donné aucun mot d'ordre avant le scrutin, étaient exclus du vote en raison de leur radiation de la liste électorale, le premier pour une condamnation pénale et le second pour des questions de nationalité.

Près de 44.000 membres des forces de l'ordre étaient déployés sur tout le territoire et le pouvoir avait interdit les manifestations du Front commun en octobre, procédant à des centaines d'arrestations pour troubles à l'ordre public notamment.

Quatre adversaires étaient toutefois en lice mais aucun n'avait le soutien d'un important parti. Le scrutin s'est déroulé dans le calme sur une grande partie du



Pour Alassane Ouattara, ce nouveau mandat sera marqué par la nécessité de transmission.
(Ph : DR)

territoire ivoirien mais des heurts ont éclaté dans plusieurs localités du sud et de l'ouest.

« Dans l'ensemble, le scrutin s'est déroulé de façon régulière. Toutefois, la Commission électorale indépendante a constaté ça et là des incidents ou des actes de violence et voies de fait ayant entraîné des destructions de biens, des blessés graves et des pertes malheureusement en vie humaine », a déploré le 27 octobre 2025 président de la CEI, jugeant ces incidents « marginaux et vite circonscrits ».

Fort de quinze ans de gouvernance et d'un solide bilan économique, le locataire du palais ivoirien partait avec une avance considérable sur des opposants

au poids politique limité.

Malgré les entraves, l'absence d'enjeu autour du scrutin est aussi le fait d'une opposition incapable de dépasser ses propres clivages.

Dans les faits, la désunion a laissé le champ libre à des candidats épars sans véritable portée nationale ; privés de la masse électorale du PDCI-RDA et du PPA-Cl. Sans mot d'ordre, de nombreux militants de ces deux partis ont observé un boycott passif du scrutin.

Pour Alassane Ouattara, ce nouveau mandat sera marqué par la nécessité de transmission. « On est en droit de redouter le syndrome d'Houphouët avec un président qui disparaîtrait sans

solder la question de l'après. En l'absence de mécanismes de transition, le pays pourrait de nouveau sombrer dans la violence, au nom d'un pouvoir disputé », projette l'essayiste auteur de L'Afrique contre la démocratie. Mythes, déni et péril (2025, Éditions Riveneuve), Ousmane Ndiaye.

« Le président n'est pas de nature à subir les événements. D'ici deux ou trois ans, les choses se clarifieront. L'émergence d'une nouvelle tête de parti sera possible », répondent en choeur deux ministres de son cercle rapproché.

Kalifa MARIKO



POLITIQUE » Cameroun

Paul Biya brigue un 8^è mandat

Au pouvoir depuis 43 ans, le président sortant Paul Biya, 92 ans, a été réélu avec 53,66 % des voix, selon les résultats officiels annoncés le 27 octobre 2025. La principale figure de l'opposition, Issa Tchiroma Bakary, n'aura pas réussi à mettre fin au règne du maître du Cameroun.

Biya, 92 ans, a été réélu, le 27 octobre 2025, avec 53,66 % des voix, après l'annonce des résultats officiels proclamés par le Conseil constitutionnel. Il brigue son huitième mandat à la tête du Cameroun.

Le candidat Issa Tchiroma Bakary est arrivé deuxième avec 35,19 % des voix, selon l'institution, alors que cet ancien ministre revendique la victoire face au président sortant après le scrutin du 12 octobre et a appelé les Camerounais à sortir massivement pour défendre sa victoire.

D'importantes manifestations ont ainsi émaillé cette élection présidentielle, en soutien à l'opposant Issa Tchiroma Bakary. Des milliers de partisans d'Issa Tchiroma qui selon son propre décompte a remporté 54,8 % des suffrages contre 31,3 % pour



Paul Biya consolide son rang parmi les dirigeants à la plus longue longévité. (Ph: DR)

le président sortant Paul Biya, sont descendus sporadiquement dans les rues de Garoua, Bertoua ou encore Douala pour revendiquer la victoire au scrutin présidentiel.

« Il n'y a pas eu élection c'était plutôt une mascarade. Nous avons gagné de manière indubitable », a déclaré le candidat Issa Tchiroma Bakary. De la mainmise sur les institu-

tions à la fraude massive, ses détracteurs accusent Paul Biya d'avoir verrouillé le régime au fil de ses 43 ans au pouvoir. Une stratégie qui lui permet de poursuivre son règne malgré les nombreuses crises politiques et sécuritaires, en s'appuyant sur l'administration et sur un parti-État, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), créé en 1985.

Le président camerounais, qui peut désormais rester au pouvoir au moins jusqu'à l'âge de 99 ans, consolide son rang parmi les dirigeants à la plus longue longévité. Il occupe la deuxième longévité au pouvoir derrière son homologue de Guinée équatoriale, Téodoro Obiang Nguema, qui a lui passé 46 ans au pouvoir.

Alain Dossou



Côte d'Ivoire

Fin de parcours politique pour Laurent Gbagbo ?



Le 22 octobre 2025 sur AFO Média, l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo a annoncé qu'il s'interdirait d'occuper des fonctions politiques, aussi bien à l'intérieur de son parti qu'à l'extérieur. (Ph: DR)

À la veille de la clôture de la campagne pour le premier tour de l'élection présidentielle ivoirienne pour laquelle sa candidature a été rejetée par le Conseil constitutionnel en raison de sa radiation de la liste électorale pour une condamnation pénale, l'ancien président Laurent Gbagbo (80 ans) a annoncé son retrait de la vie politique via une interview à AFO Média.

« **J**e vais prendre du temps pour moi-même et pour ma petite famille. Enfin, je vais vivre un peu, écrire. Il y a des moments où il faut arrêter », a déclaré le 22 octobre 2025 sur AFO Média l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, précisant qu'il ne s'agissait pas d'une retraite totale mais d'un retrait volontaire des affaires politiques. « Je n'irai pas à la retraite, mais

je m'interdirai d'occuper des fonctions politiques, aussi bien à l'intérieur de mon parti (...) qu'à l'extérieur », a-t-il souligné.

Sa décision intervient dans un contexte tendu, après le rejet de sa candidature à la présidentielle de 2025, remportée par Alassane Ouattara, qu'il a qualifiée de « coup d'État civil » et de « braquage électoral ». KM



Bénin (Présidentielle 12 Avril 2026) « POLITIQUE

L'opposition hors-jeu

L'horizon s'est brutalement assombri pour l'opposition béninoise depuis le refus par la Cour constitutionnelle de Cotonou de la candidature de l'avocat Renaud Agbodjo.

Il n'y aura pas de suspense lors de la prochaine présidentielle au Bénin, le 12 avril 2026. La Cour constitutionnelle qui a définitivement écarté la candidature de Renaud Agbodjo, l'avocat désigné par le principal parti d'opposition Les Démocrates, pour «insuffisance de parrainages valides», a «tué» le match. «J'ai été victime de dysfonctionnements internes à mon parti politique et d'adversité globale», a-t-il déclaré, avant d'ajouter qu'en tant que praticien du droit, il se voyait «obligé, malgré lui, de prendre acte de la décision de la Cour constitutionnelle».

La défection décisive du député de Porto-Novo, Michel Sodjinou, qui avait refusé de parrainer le candidat officiel puis demandé le retrait de sa signature, a scellé le sort du duo. La Cour a confirmé que la Commission électorale nationale autonome (CENA) avait agi « à bon droit » et que la loi, exigeant un minimum de 28 signatures, n'avait été violée ni dans l'esprit ni dans la lettre. Le recours introduit par Les Démocrates ayant été rejeté et aucune intention d'engager un bras de fer n'étant visible, l'opposition radicale se retrouve hors-jeu, offrant au camp présidentiel, porté par Romuald Wadagni, actuel ministre de l'Économie et proche du président Talon, une position quasi hégémonique.

Sur les cinq duos déposés à la Commission électorale, seuls deux ont été provisoirement retenus : le duo présidentiel Romuald Wadagni-Mariam Chabi Talata Zimé, et celui de l'opposition modérée que représente



La candidature rejetée de Renaud Agbodjo bouche les espoirs de l'opposition béninoise. (Ph: DR)

Paul Hounkپe-Rock Judicaël Hounwanou, pour Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE). Côté opposition, c'est la stupeur et l'incompréhension. Cette décision surprise rappelle douloureusement 2021, lorsque Les Démocrates s'étaient déjà retrouvés hors-jeu et que leur candidate, Reckya Madougou, avait été emprisonnée à vingt ans de prison pour « terrorisme » après des semaines de tensions dans le pays. Certains observateurs misaient

sur la rencontre du 24 octobre 2025 entre Patrice Talon et Thomas Boni Yayi pour trouver un compromis, mais la décision finale du Conseil constitutionnel a clos toute possibilité de recours. Me Renaud Agbodjo a annoncé son retrait temporaire de la vie politique. « Après moult réflexions, je me retire de la vie politique béninoise pour un temps, afin de me consacrer à ma famille, à mon cabinet et à mes proches », a-t-il affirmé. Selon lui, il ne nourrit « aucune

rancune » envers quiconque, y compris l'honorable Michel Sodjinou, dont le parrainage a été au cœur du litige.

Aujourd'hui, le principal parti d'opposition, Les Démocrates, tente de se recomposer et de concentrer ses forces sur les élections communales et législatives de janvier 2026, seul espace où il peut encore peser. Dommage.

AD

POLITIQUE » Guinée Equatoriale



Les accusations de Teodoro Obiang contre la France

Le vice-président de Guinée équatoriale, Teodoro Nguema Obiang Mangue, a accusé le 20 octobre 2025 la France de mener des « tentatives visant à saper la paix » dans son pays, après la distinction décernée à l'activiste exilé Alfredo Okenve. Condamné en France dans l'affaire des biens mal acquis, Teodorín Obiang dénonce une politique de « harcèlement systématique » de Paris contre Malabo.



Teodoro Obiang : « Nous rejetons catégoriquement la politique de harcèlement systématique menée par la République française pour déstabiliser notre pays... ». (Ph: DR)

Rien ne va plus diplomatiquement entre Paris et Malabo. Dans une publication sur les réseaux sociaux, le vice-président de la Guinée équatoriale Teodoro Nguema Obiang Mangue a accusé le 20 octobre 2025 la France de déstabilisation et de « tentatives visant à saper la paix » dans son pays. Une déclaration faite après la nomination deux jours avant au prix franco-allemand des droits de l'homme de l'activiste exilé en Espagne Alfredo Okenve, que le pouvoir de Guinée équatoriale considère comme un « traître » de la nation.

« La France récompense les investigateurs de haine, les incitant à perturber la paix et à agir contre leurs propres cultures... », a-t-il affirmé dans une rare offensive diplomatique, considérant la France responsable de « toutes les tentatives visant à saper la paix en Guinée équatoriale ». Le texte fait mention de la «tentative de coup d'État de décembre 2017» menée selon le vice-président équato-guinéen par des agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) française. La France « s'approprie également nos biens et nos actifs par l'intermédiaire d'organisations comme

Transparency », poursuit-il dans sa publication X. « Nous rejetons catégoriquement la politique de harcèlement systématique menée par la République française pour déstabiliser notre pays, comme elle l'a fait avec d'autres pays africains comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso, entre autres. L'Afrique en a assez de ces manœuvres », a fustigé le vice-président. Teodoro Nguema Obiang Mangue – dont le père est à la tête du pays depuis 1979 – a été condamné par la justice française en 2021 à trois ans de prison avec sursis et 30 millions

d'euros d'amende pour blanchiment, abus de bien sociaux, détournement de fonds publics et de corruption. La France et la Guinée équatoriale se disputent dans le cadre de cette affaire de biens mal acquis un immeuble d'une valeur estimée à 100 millions d'euros situé avenue Foch à Paris et saisi par la France. Le 12 septembre dernier, la Cour internationale de justice (CIJ) a tranché en faveur de la France, en rejetant une requête équato-guinéenne visant à empêcher la mise en vente de la propriété.

Yves-Alain LOPIKO

L'opposant Dologuélé devient apatride

L'opposant centrafricain Anicet-Georges Dologuélé ne participera pas à la présidentielle du 28 décembre 2025 pour affronter une troisième fois Faustin-Archange Touadéra. Il avait auparavant abandonné fin août sa nationalité française pour se mettre en conformité avec la constitution de 2023, qui interdit notamment aux binationaux de concourir. Mais les autorités contestent sa qualité de citoyen centrafricain, et donc sa participation au scrutin. La justice vient même d'annuler un certificat de nationalité à son nom.

Il n'y aura pas de round trois entre le président Faustin-Archange Touadéra et son opposant Anicet-Georges Dologuélé. Pourtant, en abandonnant la nationalité française acquise en 1994, Anicet-Georges Dologuélé estimait se mettre en conformité avec la Constitution de 2023.

Récemment, le gouvernement justifiait son refus de lui délivrer un passeport centrafricain en invoquant le Code de la nationalité de 1961. En effet, en devenant français à l'âge adulte, le président du parti URCA aurait perdu sa nationalité centrafricaine et sa réintégration ne pourrait intervenir que sur décret présidentiel. En clair : plus français et pas redevenu centrafricain, Anicet-Georges Dologuélé serait actuellement apatride.

Saisi par le procureur de la République, le vice-président du tribunal de grande instance de Bangui a même déclaré, « nul et de nul effet », le certificat de nationalité d'octobre 2012 présenté lors de cette démarche administrative. Ce document avait déjà été utilisé par le candidat dans ces dossiers pour les élections de 2015 et 2020, et avec lequel il a été élu député. Anicet-Georges Dologuélé a néanmoins tenu à déposer son dossier pour la présidentielle du 28 décembre 2025 qu'il affirme « complet » et « recevable ». Il a ensuite écrit une lettre au président Touadéra, l'accusant « d'acharnement » envers sa



Plus Français et pas redevenu Centrafricain, Anicet-Georges Dologuélé est actuellement apatride. (Ph: DR)

personne et l'enjoignant à « démettre de leurs fonctions » tous les ministres, députés, fonctionnaires et porteurs d'uniforme (des « centaines » selon lui) qui

seraient également apatrides selon la même application du code de 1961. Il juge le texte « tombé en désuétude » car « jamais appliqué ».

Le Conseil constitutionnel avait jusqu'au 29 octobre 2025 pour examiner les dix dossiers de candidature à la présidentielle.

AD

POLITIQUE » Madagascar

Michael Randrianirina lance le mot d'ordre : « tolérance zéro »

Le nouveau président malgache Michael Randrianirina doit s'attaquer aux problèmes majeurs du pays, tels que l'accès à l'eau et à l'électricité, le chômage, la corruption et l'amélioration des perspectives pour la jeunesse. Le temps presse...

Tout est à refaire à Madagascar. La Banque mondiale souligne que 64% de la population n'a pas accès à l'électricité et prévoit un taux d'inflation de 8,5% en 2025. La pauvreté persiste, touchant environ 8 Malgaches sur 10, ce qui impacte durement la Gen Z confrontée à des conditions précaires et à un marché du travail saturé par 400 000 jeunes chaque année.

Sous la direction du président de la Refondation, le colonel Michael Randrianirina, et du Premier ministre civil Herintsalamra Rajaonarivelo, Madagascar inaugure une nouvelle phase politique marquée par la lutte contre la corruption et la protection des biens publics. Le mot d'ordre : « tolérance zéro » envers toutes les formes de malversations. Un communiqué de la Présidence, publié le 21 octobre 2025, insiste sur le fait que toute personne impliquée dans des détournements devra restituer les fonds ou biens indûment acquis, qu'elle réside sur le territoire national ou à l'étranger. Aucun statut ni lien de proximité ne sera pris en compte pour échapper à la justice.

Un nouveau gouvernement a été nommé par le colonel Michael Randrianirina le 28 octobre 2025. Parmi les 29 nouveaux ministres, 4 sont perçus comme des symboles de l'ancien régime et figuraient dans la « liste noire » de la Gen Z, qui affirme ne pas avoir été consultée... Cette même génération reste sceptique et demande de



Si le président Michael Randrianirina promet « une rupture avec le passé », aucune mesure concrète n'a encore été annoncée. (Ph : DR)

la transparence. Elle a déjà exigé que les ministres déclarent leurs biens avant et après leur mandat. Sans cela, la génération Z a averti dans un communiqué qu'elle considérerait qu'il s'agit d'un manque de clarté et a averti que les ministres seraient jugés par le peuple.

D'autres mesures conservatoires ont été prises : tous les hauts responsables des ministères, des institutions et des organismes rattachés à la Présidence ont été sommés de réaliser un in-

ventaire exhaustif des biens de l'État : véhicules, équipements, matériels de bureau, ainsi que les dossiers en cours.

Par ailleurs, une interdiction temporaire de sortie du territoire a été imposée à ces responsables, sauf autorisation expresse, afin d'éviter toute fuite ou disparition d'informations sensibles avant la passation des pouvoirs. Les engagements budgétaires sont également gelés, à l'exception des dépenses alimentaires. Une série d'audits de

gestion sera menée sur une période de trois mois, pour établir les responsabilités et détecter d'éventuelles anomalies dans la gestion passée.

En parallèle, la Présidence a annoncé la suspension immédiate de tous les concours de recrutement dans la fonction publique. Cette décision vise à réorganiser les modalités d'accès à la fonction publique sur des bases équitables et transparentes.

Redouane BENALI



Victoire très contestée de Samia Suluhu Hassan

La présidente tanzanienne sortante Samia Suluhu Hassan a remporté une victoire électorale écrasante, selon les résultats définitifs déclarés le 1er novembre 2025 à la télévision d'État après trois jours de violences électorales.



Samia Suluhu Hassan a remporté plus de 95 % des voix dans toutes les circonscriptions. (Ph: DR)

La présidente tanzanienne sortante Samia Suluhu Hassan a remporté une victoire électorale écrasante, selon les résultats définitifs déclarés le 1er novembre 2025 à la télévision d'État après trois jours de violences électorales.

« Je déclare Samia Suluhu Hassan présidente élue de la République-Unie de Tanzanie, avec le parti CCM », avec 97,66 % des voix, a déclaré à la télévision publique le président de la commission électorale Jacobs Mwambegele.

Le pays d'Afrique de l'Est a sombré dans la violence le jour des élections présidentielles et législatives qui se sont déroulées sans opposition, les deux principaux adversaires de la cheffe de l'État ayant été soit emprisonné, soit disqualifié. L'opposition a évoqué un bilan de 700 morts. Comment expliquer cette violence ? Chadema a été exclu des élections pour avoir refusé de signer le code électoral qui, selon cette formation, n'incluait pas les réformes qu'il exigeait. Le parti a appelé au boycott du scrutin.

Son chef Tundu Lissu, arrêté en avril, est jugé pour trahison, une accusation passible de la peine capitale. Le seul autre candidat sérieux de l'opposition, Luhaga Mpina, de l'ACT-Wazalendo, a quant à lui été disqualifié pour des raisons de procédure. Malgré la contestation visant la présidente, la télévision publique a indiqué que Mme Hassan avait remporté plus de 95 % des voix dans toutes les circonscriptions. Les résultats définitifs ont été confirmés dans les heures qui ont suivi et une cérémonie d'investiture a sui-

vi dans le pays de 68 millions d'habitants.

Samia Suluhu Hassan a été promue à la tête de la Tanzanie à la mort de son prédécesseur John Magufuli en 2021, qui aspire cette fois à être élue. Saluée dans un premier temps pour avoir assoupli les restrictions instaurées par son prédécesseur, elle a été accusée ensuite de mener une répression sévère contre ses détracteurs, notamment en amont du scrutin.

Landry ANUARITE

POLITIQUE » Guinée (Présidentielle du 28 décembre 2025)



Mamadi Doumbouya en roue libre

Quatre ans après son coup d'Etat, le chef de la junte guinéenne entend clore, pour la forme, la période de transition militaire lors du scrutin qui aura lieu fin décembre.



Mamadi Doumbouya a besoin de la présidentielle du 28 décembre pour donner un vernis de légitimité à son exercice du pouvoir. (Ph : DR)

Le général Mamadi Doumbouya est officiellement candidat à l'élection présidentielle du 28 décembre 2025. Le chef de la junte guinéenne, au pouvoir depuis qu'il a renversé le président Alpha Condé en 2021, a déposé lundi 3 novembre 2025 son dossier de candidature à la Cour suprême, à Conakry. Vêtu d'un boubou blanc, il est arrivé et reparti en véhicule blindé, entouré de forces spéciales (l'unité de l'armée qu'il commandait

avant son coup d'Etat). Mamadi Doumbouya a besoin de ce scrutin pour donner un vernis de légitimité à son exercice du pouvoir. Dans le sillage de Mahamat Idriss Déby au Tchad ou de Brice Clotaire Oligui Nguema au Gabon, le général guinéen entend gommer son putsch grâce à une élection formellement reconnue par la communauté internationale. Qu'importe son double parjure : il avait promis de rendre le pouvoir aux civils avant la fin 2024,

et s'était engagé à ne pas être candidat à la présidentielle. Il ne tiendra ni l'une ni l'autre de ses promesses. Des milliers de Guinéens, transportés dans des bus et minibus des différentes communes de la capitale, s'étaient rassemblés aux abords de la Cour suprême pour manifester leur soutien au chef de l'Etat. Parmi la foule, certains scandaient : « Mamadi déjà élu », « Mamadi président », « Mamadi champion ». Dans un communiqué publié le

même jour, les Forces vives de Guinée, un collectif regroupant les principaux partis d'opposition et des organisations de la société civile, ont fustigé une candidature qui « marque un tournant funeste dans l'histoire de notre pays : celui où l'homme qui s'était présenté comme le restaurateur de la démocratie choisit d'en devenir le fossoyeur ». Rappelons que plusieurs partis politiques et médias ont été suspendus, les manifestations, interdites depuis 2022, sont réprimées, et les principaux leaders de l'opposition et de la société civile ont été arrêtés, condamnés ou poussés à l'exil. Aujourd'hui, aucun candidat sérieux ne peut barrer la route à celui qui, depuis son putsch, dirige le pays d'une main de fer mais sans rompre avec la France, à la différence des jupes voisines du Sahel.

KM

Liste des 9 candidats à la présidentielle du 28 décembre 2025 sur 51 candidatures

- 1- Abdoulaye Yero Balde
- 2- Madame Makalé Camara
- 3- Ibrahima Abé Sylla
- 4- Faya Lansana Millimono
- 5- Abdoulaye Kourouma
- 6- Mohamed Nabé
- 7- Elhadj Bouna Kéita
- 8- Mamadi Doumbouya
- 9- Mohamed Shérif Tounkara



BRAZZA SUMMIT AI « ECONOMIE »

L'avenir du numérique africain se joue à Brazzaville

Les 12 et 13 décembre 2025, Brazzaville accueillera le premier Brazza Summit AI, un événement qui ambitionne de positionner la capitale congolaise au cœur de la révolution technologique africaine.



Le succès de cette première édition du Brazza Summit AI pourrait faire de Brazzaville un rendez-vous annuel incontournable pour l'IA en Afrique. (Ph : DR)

L'Afrique centrale veut rattraper son retard. En effet, dix ans après l'appel de Denis Sassou-Nguesso pour une révolution numérique africaine lors du Forum Forbes 2015, le Congo-Brazzaville concrétise sa vision.

Organisé les 12 et 13 décembre 2025 par le cabinet international McKenvye & Company au Grand Hôtel de Kintélé, le premier Brazza Summit AI intervient à un moment charnière où le continent africain enregistre une croissance de 27% dans le secteur de l'intelligence artificielle. Le Congo-Brazzaville, sous l'impulsion du ministre des Postes et de l'Économie numérique Léon Juste Ibombo, mise sur cet

événement pour accélérer sa transformation digitale et attirer investisseurs et partenaires technologiques.

Le sommet abordera quatre axes stratégiques : la santé connectée pour démocratiser l'accès aux soins, l'IA générative dans les industries créatives, les questions éthiques et de gouvernance, ainsi que l'automatisation au service de la production locale. Ces thématiques reflètent les priorités d'un continent où la population est jeune et où l'innovation technologique représente une opportunité de créer des emplois et de résoudre des défis structurels.

L'événement réunira Pierre-Samuel Guedj du CIAN, le Conseil Français des Investisseurs en

Afrique, et Ismaël M'baya, collaborateur parlementaire au Sénat, apporteront leur expertise sur les investissements et les politiques publiques. Le professeur Jean-Rosaire Ibara, ministre congolais de la Santé, présentera les initiatives en télémedecine, tandis que Deve Maboungou et Daniella Tchana partageront leurs visions sur l'enseignement des STEM et l'innovation africaine.

Au-delà des discours, le sommet mettra l'accent sur des cas d'usage concrets déjà déployés sur le continent. De la détection précoce des maladies via l'IA en zones rurales aux systèmes de paiement mobile intelligents, en passant par l'optimisation agricole par satellite ou l'opti-

misation de contenu rédactionnel avec une start-up comme Ecrizen, un outil d'écriture SEO, les participants découvriront comment l'IA s'adapte aux réalités africaines plutôt que de simplement répliquer des modèles occidentaux.

L'objectif affiché : créer un écosystème d'innovation durable en Afrique centrale, capable de rivaliser avec les hubs technologiques de Nairobi ou Lagos.

Le Brazza Summit AI est un signal envoyé aux investisseurs internationaux et aux talents africains de la diaspora que l'Afrique centrale est prête à prendre sa place dans l'économie mondiale.

MIB

MANAGEMENT SPORTIF ET CULTUREL

Développement . Gestion de projets . Événementiel

L'agence Arts & Sports Events (ASE), spécialiste du divertissement sur l'Afrique et l'océan indien, vous accompagne dans le développement et la gestion de vos projets de marketing et d'événementiels sportifs, esportifs, culturels et corporatifs.

Retrouvez les rdv et podcasts d'ASE sur sa chaîne :
<http://www.youtube.com/@ArtsSportsEventsASE>

Le freestyle ball, une discipline montante également en Afrique ?

La parole à **Titi Koné**, freestyler, champion d'Afrique



 [titi_kone](https://www.instagram.com/titi_kone/)

www.artsporevents.com

Pour toute demande d'informations : contact@artsporevents.com



Can 2025, Mondial 2030 « SPORT

Fouzi Lekjaa dénonce une campagne de dénigrement contre le Maroc

Le président de la Fédération royale marocaine de football (Frmf), Fouzi Lekjaa, a vivement réagi aux rumeurs entourant la Can 2025 et la Coupe du monde 2030. Face à ce qu'il qualifie d'« absurdités », le dirigeant a dénoncé une « véritable conspiration » visant à discréditer le Maroc. Avec, en toile de fond, une pique à peine dissimulée envers l'Algérie.



Selon M. Lekjaa cette « campagne coordonnée » vise à ternir l'image du Maroc au moment où le Royaume s'apprête à accueillir deux rendez-vous majeurs du sport international (Ph : DR)

Intervenant jeudi devant la Commission des finances de la Chambre des représentants, dans son rôle de ministre délégué chargé du Budget, Fouzi Lekjaa n'a pas mâché ses mots : « Puisqu'on parle de la Can, vous savez qui étaient nos concurrents. Depuis, ils cherchent à semer le doute sur nos capacités. On a entendu tout et n'importe quoi : qu'on tue les chiens errants, que nos stades ne sont pas prêts. Même après l'inauguration du stade de Rabat, ils ont prétendu que c'était du Photoshop ! ». Une attaque à peine voilée contre l'Algérie, qui s'était retirée à la

dernière minute de la course à l'organisation de la Can 2025. Dans un contexte social tendu, marqué par des manifestations de jeunes à travers le pays, Lekjaa a défendu la stratégie marocaine autour du Mondial 2030, coorganisé avec l'Espagne et le Portugal. Selon lui, ce projet dépasse le cadre sportif. « Le Mondial n'est ni un caprice ni un fardeau financier. C'est un levier de développement national. Ces projets créeront des emplois, de la valeur ajoutée, et s'inscrivent dans la vision royale d'un Maroc émergent, où chaque dirham investi modernise le pays », a martelé le dirigeant marocain.

Le ministre a précisé que la moitié des 3 milliards de dirhams alloués (environ 280 millions d'euros) sera consacrée à renforcer les infrastructures ferroviaires, notamment via l'Office national des chemins de fer (Oncf), afin de mieux relier les villes hôtes. Lekjaa a ensuite pointé du doigt une « campagne coordonnée » visant, selon lui, à ternir l'image du Maroc au moment où le Royaume s'apprête à accueillir deux rendez-vous majeurs du sport international. « Nous faisons face à une entreprise de désinformation savamment montée pour salir le Maroc. Les appels au boycott

n'ont aucune base économique ni sociale. Ils ne reflètent qu'une chose : la frustration de ceux qui n'ont jamais accepté nos succès. »

Sous les ovations des parlementaires, le ministre a conclu en appelant à l'unité nationale. « La Can 2025 et le Mondial 2030 ne sont pas de simples compétitions sportives. Ce sont des symboles de fierté, des catalyseurs de développement et des preuves que le Maroc avance, malgré les tentatives de dénigrement », a-t-il soutenu.

JC PAGNI

La CAN de toutes les promesses

Jamais édition de la CAN n'aura suscité autant d'attentes que celle que le Maroc accueille dans quelques jours. C'est un véritable défi à la fois organisationnel sportif, sociétal et politique que s'apprête à relever le Royaume, avec en ligne de mire le Mondial 2030.

LE CONTINENT RETIENT SON SOUFFLE

Plus d'une décennie après avoir organisé le Mondial des clubs, le Maroc s'apprête à accueillir, du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026, la 35e Coupe d'Afrique des Nations. Une édition que la Confédération africaine de football (CAF) veut historique, moderne, et exemplaire. Le royaume chérifien, déjà reconnu pour ses infrastructures et son savoir-faire organisationnel, entend transformer ce tournoi en une vitrine du football africain — et de son avenir. En effet, c'est la CAN de toutes les promesses pour un pays où le foot est beaucoup plus que l'opium du peuple.

UN PAYS PRÊT POUR LE GRAND RENDEZ-VOUS

Casablanca, Rabat, Marrakech, Agadir, Tanger, Fès... Les cinq villes hôtes sont déjà parées pour la fête. Les stades ont été rénovés ou entièrement reconstruits, les transports modernisés, les hôtels pris d'assaut. Le Maroc joue gros : il veut prouver qu'il peut être le moteur d'une Afrique du football ambitieuse



Le Maroc est prêt pour le grand rendez-vous de la can 2025 (Ph : DR)



Le Stade Prince Moulay Abdellah à Rabat, construit en vue de la CAN 2025, mais aussi de la Coupe du Monde de football. (Ph : DR)

et structurée. Les U20 marocains, champions du monde en octobre dernier au Chili ont donné le ton de ce que veut être le Maroc.

« Le Maroc a l'opportunité d'élèver la CAN à un nouveau standard », confiait récemment le président de la CAF, Patrice Motsepe. « Ce tournoi doit symboliser la fierté et le professionnalisme du continent. » Cette édition s'annonce comme celle de la maturité. Un événement sportif, certes, mais aussi politique et symbolique, à l'heure où l'Afrique revendique sa place sur l'échiquier mondial. Car, ne nous y trompons pas, cette CAN est aussi une forme de répétition grandeur nature de la Coupe du Monde 2030 dont le Maroc est

co-organisateur avec le Portugal et l'Espagne.

UNE COMPÉTITION OU-VERTE ET IMPRÉVISIBLE

C'est sans doute la CAN la plus indécise depuis longtemps. Le tenant du titre, la Côte d'Ivoire, devra composer avec des favoris naturels — le Maroc, le Sénégal, l'Algérie, le Nigeria, Côte d'Ivoire — mais aussi avec une génération montante d'équipes ambitieuses. Et puis, il y a le Cameroun qui n'est que plus dangereux que lorsqu'on le donne pour « mort ». Et même des supposés « petits » qui n'en sont plus vraiment. « Aujourd'hui, il n'y a plus de petites équipes, estime Hervé Renard, double vainqueur de la compétition

comme sélectionneur de la Zambie et de la Côte d'Ivoire. Les écarts se sont resserrés. Chaque match sera un combat. » L'actuel sélectionneur de l'Arabie-Saoudite sait de quoi il parle.

Entre les jeunes talents qui explosent et les leaders confirmés la CAN 2025 promet du spectacle et des surprises.

LES VILLES HÔTES, TOUT UN SYMBOLE

Le choix des villes qui abritent l'événement n'est pas fortuit. Il est en cohérence avec ce que le Royaume chérifien veut montrer à toute la planète.

Casablanca : Le cœur battant, avec l'inauguration du nouveau Stade Mohammed VI (80 000

places).

Rabat : La capitale administrative, centre névralgique de la compétition.

Marrakech : Le charme et la ferveur du Sud.

Agadir : Le souffle océanique et la modernité.

Tanger : La porte de l'Afrique vers l'Europe, symbole d'ouverture.

Fès : Souvent considérée comme la capitale culturelle du pays avec son architecture mérinide médiévale, ses souks animés et son atmosphère à l'ancienne

LE MAROC, FAVORI SUR SES TERRES

Porté par un public bouillant et une génération dorée, le Maroc

SPORT »



Maroc 2025

MAROC



fait figure de favori naturel. Les Lions de l'Atlas, demi-finalistes de la Coupe du monde 2022, ont gagné en confiance et en expérience.

Walid Regragui, leur sélectionneur, mise sur la continuité et l'unité. Il a aussi le loisir de puiser parmi les médaillés de bronze olympiques de 2024 et les récents champions du monde U20. Preuve que le réservoir est immense. « Nous avons montré que l'Afrique pouvait rivaliser avec les meilleures nations du monde. À domicile, on veut le prouver encore plus fort. » Avec Achraf Hakimi, Brahim

Diaz, Hamza Igamane, Yassine Bounou, Sofyan Amrabat ou Youssef En-Nesyri, ainsi que la pléthore de talents que renferme l'effectif, les Marocains visent un deuxième sacre continental, quarante-neuf ans après celui de 1976.

UNE CAN DU RENOUVEAU

Pour la CAF, cette édition représente aussi un test grandeur nature avant le Mondial 2030. Tout est calibré pour une CAN moderne :

- *VAR optimisée et automatisée*
- *Diffusion 4K et contenus immersifs*

• *Plateformes de billetterie numériques*• *Engagement environnemental (stades écoénergétiques, mobilité verte)*

Mais au-delà de la technologie, c'est une question d'image. L'Afrique veut montrer qu'elle sait organiser, gérer et célébrer le football à la hauteur des standards mondiaux.

LA PROMESSE D'UNE AFRIQUE CONQUÉRANTE

La CAN 2025 est bien plus qu'une compétition. C'est un symbole d'unité et de confiance. Une promesse faite à une jeunesse

africaine passionnée, créative et fière.

« Cette CAN doit être celle de la fierté et de la dignité, pas seulement du football », résume Faouzi Lekjaa, président de la Fédération royale marocaine de football.

Entre espoirs sportifs et enjeux d'image, le Maroc s'apprête à vivre un mois d'exception.

Et si, au-delà du trophée, le véritable vainqueur de cette CAN était le football africain lui-même ?

Malick Daho



Le Grand Stade de Marrakech prêt pour l'événement continental. (Ph : DR)



Les nouveaux horaires fixés

La Fédération africaine de football (CAF) a dévoilé le 23 octobre 2025 les heures de chaque match de la phase de groupes de la CAN 2025 au Maroc. Si les jours étaient figés, un ajustement des horaires a été effectué pour certaines rencontres. Découvrez-le (nouveau) programme complet.



Le trophée de la Coupe d'Afrique des nations. (Ph : DR)

C'est l'heure de prendre son agenda, pour définitivement noter l'heure des rendez-vous. Depuis le 23 octobre 2025, la CAF a fixé les horaires des matches de la CAN 2025, qui se déroulera au Maroc du dimanche 21 décembre 2025 au dimanche 18 janvier 2026. Les jours des matches restent inchangés mais certains matches ont vu leur coup d'envoi retardé de plusieurs minutes, en comparaison des heures initiales annoncées dans un premier temps.

GFY

LE PROGRAMME DES RENCONTRES

Dimanche 21 décembre

Groupe A : Maroc - Comores (18 h)

Lundi 22 décembre

Groupe A : Mali - Zambie (15 h)
Groupe B : Afrique du Sud - Angola (18 h)
Groupe B : Égypte - Zimbabwe (21 h)

Mardi 23 décembre

Groupe D : RC Congo - Bénin (13 h 30)
Groupe D : Sénégal - Botswana (16 h)
Groupe C : Nigeria - Tanzanie (18 h 30)
Groupe C : Tunisie - Ouganda (21 h)

Mercredi 24 décembre

Groupe E : Burkina Faso - Guinée équatoriale (13 h 30)
Groupe E : Algérie - Soudan (16 h)
Groupe F : Côte d'Ivoire - Mozambique (18 h 30)
Groupe F : Cameroun - Gabon (21 h)

Vendredi 26 décembre

Groupe B : Angola - Zimbabwe (13 h 30)
Groupe B : Égypte - Afrique du Sud (16 h)
Groupe A : Zambie - Comores (18 h 30)
Groupe A : Maroc - Mali (21 h)

Samedi 27 décembre

Groupe D : Bénin - Botswana (13 h 30)
Groupe D : Sénégal - RD Congo (16 h)
Groupe C : Ouganda - Tanzanie (18 h 30)
Groupe C : Nigeria - Tunisie (21 h)

Dimanche 28 décembre

Groupe F : Gabon - Mozambique (13 h 30)
Groupe E : Guinée équatoriale - Soudan (16 h)
Groupe E : Algérie - Burkina Faso (18 h 30)
Groupe F : Côte d'Ivoire - Cameroun (21 h)

Lundi 29 décembre

Groupe B : Zimbabwe - Afrique du Sud (17 h)
Groupe B : Angola - Égypte (17 h)
Groupe A : Zambie - Maroc (20 h)
Groupe A : Comores - Mali (20 h)

Mardi 30 décembre

Groupe C : Ouganda - Nigeria (17 h)
Groupe C : Tanzanie - Tunisie (17 h)
Groupe D : Botswana - RD Congo (20 h)
Groupe D : Bénin - Sénégal (20 h)

Mercredi 31 décembre

Groupe E : Guinée équatoriale - Algérie (17 h)
Groupe E : Soudan - Burkina Faso (17 h)
Groupe F : Gabon - Côte d'Ivoire (20 h 30)
Groupe F : Mozambique - Cameroun (20 h 30)

Samedi 3 janvier 2026

HUITIÈMES DE FINALE

1^{er} du groupe D - 3^e du groupe B/E/F (17 h)
2^e groupe A - 2^e groupe C (20 h)

Dimanche 4 janvier

1^{er} groupe A - 3^e du groupe C/D/E (17 h)
2^e groupe B - 2^e groupe F (20 h)

Lundi 5 janvier

1^{er} groupe B - 3^e du groupe A/C/D (17 h)
1^{er} groupe C - 3^e du A/C/D (20 h)

Mardi 6 janvier

1^{er} du groupe E - 2^e du groupe D (17 h)
1^{er} du groupe F - 2^e du groupe E (20 h)

QUARTS DE FINALE

Vendredi 9 janvier 17 h et 20 h
Samedi 10 janvier 17 h et 20 h

DEMI-FINALES

Mercredi 14 janvier 18 h et 21 h

MATCH POUR LA 3^È PLACE

Samedi 17 janvier à 17 h

FINALE

Dimanche 18 janvier à 20 h

SPORT » CAN 2025



La Zambie se sépare de son entraîneur

La Fédération zambienne de football a annoncé le 29 octobre 2025 le départ du sélectionneur Avram Grant. L'Israélien était en poste depuis 2022 tandis que les Chipolopolo figurent dans le groupe A de la CAN 2025 (21 décembre - 19 janvier), avec le Mali, les Comores et le Maroc, pays hôte.

Quelques semaines avant le début de la CAN 2025 (21 décembre - 19 janvier), la Fédération zambienne de football a annoncé, le 29 octobre 2025, mettre fin à sa collaboration avec son sélectionneur Avram Grant, d'un commun accord. « La Fédération zambienne de football (FAZ) informe ses membres et partenaires de sa séparation à l'amiable avec Avram Grant, sélectionneur des Chipolopolo », peut-on lire dans le communiqué de l'instance. Cette décision, prise d'un commun accord, intervient à un moment charnière pour la sélection nationale, alors que les préparatifs pour la compétition continentale s'intensifient.



Le mandat d'Avram Grant entamé avec de grandes ambitions en Zambie, se conclut sur un bilan contrasté : 11 victoires, 4 matchs nuls et 15 défaites. (Ph : DR)

Avram Grant, figure expérimentée du football international et

ancien entraîneur de Chelsea, quitte ainsi la tête des Chipolopolo après avoir mené l'équipe à

deux qualifications consécutives pour la CAN. Son mandat, entamé avec de grandes ambitions, se conclut sur un bilan contrasté : 11 victoires, 4 matchs nuls et 15 défaites. Ce parcours souligne les défis rencontrés par la Zambie sur la scène africaine, malgré des moments de progression notables.

Ce changement intervient à quelques semaines du coup d'envoi de la CAN où la Zambie entamera son tournoi le 22 décembre face aux Comores. Pour l'instant, l'identité du nouveau sélectionneur est inconnue tandis que l'Israélien était en poste depuis 2022.

Redouane Benali

CAMEROUN



Cameroun

Vincent Aboubakar, la dernière escale en Azerbaïdjan

Libre comme l'air depuis son départ d'Hatayspor en Turquie cet été, Vincent Aboubakar a trouvé un nouveau port d'attache : Bakou. Le puissant attaquant de 33 ans s'est engagé pour un an (plus un en option) avec le Neftçi PFK. Un transfert officialisé à grand renfort de superlatifs par le club azéri : « Le géant est arrivé ».



Libre de tout contrat, Vincent Aboubakar s'est exilé dans le Caucase. (Ph : DR)

Une dernière Coupe d'Afrique des nations 2026 au Maroc, puis il s'en ira. Encore capitaine des Lions indomptables, Vincent Aboubakar, au chômage pendant quatre mois, a décidé de dire oui aux dernières sirènes venues du Neftçi Bakou d'Azerbaïdjan. Une destination inattendue...

Les négociations avaient été temporairement suspendues en raison des exigences financières du joueur avant qu'un accord officiel ne permette son transfert en tant que joueur libre. Celui qui était également suivi par Esteghlal FC et Persepolis en Iran, le natif de Garroua porte désormais le maillot numéro 45. L'ancien buteur de Lorient, Porto, Beşiktaş et

récemment Hantayspor veut surtout empiler du temps de jeu à quelques semaines de la CAN, où il compte bien mener sa meute. Auteur de 7 buts en 25 matchs la saison passée en Süperlig, le deuxième meilleur buteur de l'histoire du Cameroun avec 45 buts (derrière un certain Samuel Eto'o ; 56 buts) vient poser ses valises à Bakou avec la même mission qu'à chaque escale : marquer, rugir, et rappeler au monde qu'un Lion reste un Lion, même en Azerbaïdjan.

Ce nouveau challenge va lui permettre de mieux préparer la prochaine Coupe d'Afrique des nations 2026 au Maroc.

GFY



TANZANIE



La référence afro-caribéenne

DIASPORAS NEWS

CAN 2025 « SPORT

Quel sort pour la Tanzanie ?

Qualifiée pour sa cinquième CAN avec l'édition 2025 au Maroc, la Tanzanie n'est pas encore assurée de jouer cette compétition. La raison, à un appel de la Guinée devant le Tribunal administratif du sport (TAS), dans le match ayant coûté la qualification aux Guinéens.

Les groupes de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) vont-ils bouger au dernier moment ? Plausible...

Le 21 décembre 2025, l'édition 2025 va se lancer au Maroc, pour durer jusqu'au 19 janvier 2026. Pour cette compétition continentale, la Tanzanie est parvenue à se qualifier en terminant 2e du groupe H des qualifications, devant la Guinée.

Les Étoiles du Kilimandjaro, surnom des joueurs de la sélection nationale, s'étaient imposés 1-0 contre les Guinéens, le 19 novembre 2024 dans le match décisif entre les deux sélections. Mais aujourd'hui, cette rencontre continue de faire polémique en



En cas de décision favorable du TAS, la Guinée sera automatiquement qualifiée à la place de la Tanzanie. (Ph : DR)

Guinée, qui accuse la Tanzanie d'avoir aligné un joueur au numéro non inscrit sur la feuille de

match.

La Fédération guinéenne de football (FGF) a d'abord porté

son accusation devant la Confédération Africaine de Football (CAF), qui a rejeté la plainte en indiquant que cette dernière est « recevable en la forme » mais « mal fondée ». La FGF a donc fait appel à son dernier recours, le tribunal administratif du sport (TAS), qui a fixé une audience au 17 novembre 2025 prochain.

En cas de décision favorable du TAS, la Guinée serait automatiquement qualifiée à la place de la Tanzanie dans le groupe C, où sont également placés le Nigeria, la Tunisie et l'Ouganda. Suspense...

BOZ

FC Metz

Bouna Sarr à la relance chez les Grenats ?

Plus d'un an après son départ du Bayern Munich, Bouna Sarr est en passe de retrouver un club. Et c'est Metz qui est disposé à mettre à l'essai son ancien joueur, désormais âgé de 33 ans et déterminé à s'offrir une dernière pige.

Le bout du tunnel pour Bouna Sarr ? Certainement... Sans club depuis la fin de son contrat avec le Bayern Munich, le Sénégalais s'entraîne avec les Grenats depuis le 4 novembre 2025, et si sa condition physique est jugée bonne, il pourrait signer un contrat avec le club lorrain ! Arrivé à Metz à 17 ans en provenance du centre de formation de l'OL, Bouna Sarr a découvert le monde professionnel avec les Grenats, où il a évolué entre 2009 et 2015, avec des saisons en National, Ligue 2 et finalement Ligue 1. C'est là que sa car-

rière a pris une nouvelle dimension avec un transfert à l'OM, où il restera cinq saisons, avec, au passage, un repositionnement en tant que latéral droit, lui qui était ailier droit.

Après deux saisons pleines avec Marseille entre 2018 et 2020, c'est le Bayern Munich qui vient le chercher à l'été 2020 avec un chèque de 8 M€. Le sommet de la carrière de Sarr, qui deviendra en 2021 international sénégalais. Mais aussi le début du déclin, puisque des blessures à répétition, et même une rupture des ligaments croisés fin 2023, auront raison de son aventure en Ba-

vière. Vainqueur de la CAN 2022 avec le Sénégal, il était pourtant sans club depuis la fin de son bail avec le Bayern en 2024.

Le club lorrain voit là une opportunité de renforcer son effectif à moindre frais, surtout en perspective de la CAN, qui va le priver de quelques joueurs.

Actuellement logé au sein de l'hôtel messin « La Citadelle », Bouna Sarr est en terrain connu et est certain d'apporter son expérience à l'actuelle lanterne rouge de la Ligue 1 française.

BOZ



16 ans après, Bouna Sarr arrivera-t-il à convaincre à nouveau le FC Metz ? (Ph : DR)

SPORT » Football africain : La Can féminine passe à 16 équipes dès 2026



Le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali et l'Egypte repêchés

Initialement éliminés sur les terrains, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Egypte et le Mali sont repêchés pour la phase finale de la Can féminine 2026. Une semaine après la fin des éliminatoires, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali et l'Egypte ont été officiellement repêchés pour la phase finale de la Can féminine 2026 prévue au Maroc.



La Côte d'Ivoire, l'une des 4 sélections remises en selle pour la Can féminine 2026 (Ph : DR)

Cette nouvelle donne est le fruit d'une décision du comité exécutif de la Confédération africaine de football (Caf) d'élargir le nombre de participants de 12 à 16 équipes, a informé l'instance via communiqué, le mardi 04 novembre. « Le Comité Exécutif de la Confédération Africaine de Football (Caf) a approuvé l'élargissement de la TotalEnergies Caf Coupe d'Afrique des Nations Féminine (Can Féminine) de 12 à 16 équipes, à partir de la prochaine édition qui se tiendra au Maroc du 17 mars au 3 avril 2026. Étant donné que la phase de qualification pour l'édition 2026 est déjà terminée, le Comité

Exécutif a validé un mécanisme de sélection pour déterminer les quatre équipes supplémentaires. Sur la base du classement mondial féminin de la Fifa, les quatre meilleures équipes parmi celles éliminées au dernier tour des qualifications ont été retenues pour compléter la liste des participantes », explique la Caf. Éliminés sur les terrains, le Cameroun (66e), Côte d'Ivoire (71e), Mali (79e) et Égypte (95e) ont été sélectionnés « sur la base du classement mondial féminin actuel de la Fifa, parmi les onze équipes éliminées lors du dernier tour de qualification », a précisé l'instance. Ces quatre nations étant les mieux classées devant

la Namibie, l'Angola, la RDC, l'Ethiopie, le Togo, la Gambie et le Bénin cloués à quai. Ils rejoignent les autres qualifiés que sont le Malawi, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie, le Burkina Faso, le Kenya, le Nigeria, tenant du titre, l'Algérie, le Sénégal, le Cap-Vert et le Ghana.

Dans une note officielle, la fédération ivoirienne a salué cette décision, qui « redonne espoir et motivation à l'équipe nationale, déterminée à réaliser un parcours mémorable lors de la Can Féminine 2026 ». Et ce, même si cela vaut des critiques à la Caf sur la violation de ses propres règlements sur les réseaux sociaux. « Cette décision s'inscrit dans la

vision stratégique de la Caf visant à renforcer la compétitivité et le développement du football féminin sur le continent. Elle permettra à davantage de nations de participer à la compétition phare du football féminin africain, contribuant ainsi à son essor et à son rayonnement international », a souligné la faîtière du football africain dirigée par le Sud-africain Patrice Motsepe.

La Can Féminine, Maroc 2026 servira également de tournoi qualificatif continental pour la Coupe du Monde Féminine de la Fifa 2027, prévue au Brésil.

JC PAGNI



L'Etat burkinabé décante le cas Arsène Kouassi

A l'issue d'un conseil des ministres le 23 octobre 2025, le gouvernement burkinabé a adopté un décret important portant naturalisation de Kouassi Kan Guy Arsène, à deux mois de la Coupe d'Afrique des Nations.

Les Étalons du Burkina se frottent les mains. Ils ont enfin mis la main sur le latéral gauche de Lorient FC, Arsène Kouassi. À quelques semaines de la Coupe d'Afrique des nations « Maroc 2026 », il peut désormais jouer les matchs officiels sous les couleurs burkinabé.

Cela a pu être possible suite à une décision inédite du gouvernement burkinabé visant à éviter qu'un autre talent n'échappe à l'écurie des Étalons, d'autant plus que c'est le joueur qui a exprimé son envie de représenter le Burkina Faso. Arsène Kouassi, latéral gauche de 20 ans, est un atout de taille pour les Étalons dans un secteur où l'équipe manque depuis quelques années de joueur d'expérience.

Aujourd'hui, Arsène Kouassi qui galope en Ligue 1 sous le maillot lorientais, séduit. Rien de surprenant pour Johan Cavalli qui l'a découvert à Ouagadougou : « Il est aujourd'hui au sein d'un club à taille humaine qui va lui favoriser son apprentissage. Il joue à un poste qui est le sien, en tant que piston gauche. Il va le mettre à profit. Je le vois aller assez haut, pourquoi pas en Premier League ».

Avant de rejoindre l'Europe en 2021, pour rappel, Arsène Kouassi a tout d'abord fait ses armes au New Stars FC, une académie burkinabé dirigée par Ahmed Touma. « Arsène est arrivé en 2019. Il m'avait été recommandé par un ami en Côte d'Ivoire. J'ai décidé de le faire venir pour un essai. Dès la première séance, j'ai vu un gros potentiel en lui, surtout un profil moderne pour le haut niveau », a-t-il avoué.

A 15 ans, le natif de Cocody quitte donc le cocon familial et rejoint un nouveau pays. Une tâche



Arsène Kouassi, originaire de la Côte d'Ivoire, n'avait jamais pu être aligné par Brama Traoré en compétition officielle pour «des raisons administratives». (Ph : DR)

pas forcément évidente pour un jeune adolescent : « Son adaptation s'est bien passée. La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso sont des pays frères. Arsène Kouassi se sentait bien vu qu'il avait trouvé sur place des adolescents ivoiriens, comme lui ». Une fois la phase d'adaptation et d'apprentissage passée, place au terrain. Une aire de jeu où le néo-lorientais a vite montré ses qualités : « Arsène était au-dessus des autres techniquement et imposant physiquement. Il était déjà doté d'une très bonne réflexion sur les prises de décisions. On avait du mal à savoir s'il était latéral ou ailier car il prenait son couloir à tout moment. A cette époque, il devait travailler la tactique défensive. Je pense qu'elle est corrigée aujourd'hui ». Ahmed Touma poursuit : « Arsène était un régal à voir jouer et généralement après chaque match, les équipes

dites supérieures à nous, nous le réclamaient pour leur académie ou pour leur club. Pour être honnête, il est né avec son talent, il avait déjà quelque chose de plus. A l'académie, tout le monde était unanime sur son gros potentiel ». Un potentiel qui n'a pas tardé à entrer dans les radars des formations européennes, l'AC Ajaccio en premier lieu, par l'intermédiaire de Johan Cavalli, le directeur sportif corse, passé par les Merlus. « Nous sommes allés le voir au Burkina Faso, au New Stars FC. Nous étions partis faire un tour d'horizon chez eux et Arsène nous a tapé dans l'œil. C'était un joueur avec beaucoup de percussion, des prises de balles fluides. Il était perfectible tactiquement mais avait des capacités à répéter les efforts » explique le dirigeant de l'ACA. Direction la France en 2021 pour le jeune Kouassi alors âgé de 17

ans. Nouvelle vie, nouveau continent, un autre monde : « C'est un garçon et un joueur facile à vivre. Il a fallu lui apprendre les codes européens et ceux d'un centre de formation. On avait mis en place un cadre de travail avec lui. Son adaptation a été rapide », admet Johan Cavalli.

C'est un long épisode qui arrive à son terme et qui soulage les fans de l'équipe nationale du Burkina Faso. En effet, sélectionné à plusieurs reprises, Arsène Kouassi, originaire de la Côte d'Ivoire, n'a jamais pu être aligné par Brama Traoré en compétition officielle pour «des raisons administratives». Le latéral gauche avait été appelé pour la première fois en mars 2025. Il avait joué ses premières minutes en match amical face à la Tunisie en juin (défaite 0-2). Sans suite...

Guy-Florentin Yameogo



SOCIETE » Justice

El Hadji Diouf traîné en justice pour pension alimentaire impayée

Valérie Bishop, l'ex-épouse d'El Hadji Diouf, l'accuse d'avoir manqué à ses devoirs familiaux et réclame une importante compensation financière. Ce nouvel épisode judiciaire, mêlant célébrité, responsabilité et vie intime, remet sous les projecteurs une figure emblématique du sport africain désormais confrontée à des accusations lourdes de conséquences.



El Hadji Diouf comparaîtra le 5 décembre 2025 devant le Tribunal d'instance hors classe de Dakar. (Ph : DR)

L'ancien footballeur international sénégalais El Hadji Oussey-nou Diouf, grande figure des Lions de la Teranga et double Ballon d'Or africain, se retrouve au cœur d'une nouvelle affaire judiciaire.

Depuis le 4 novembre 2025, il fait l'objet de poursuites pour abandon de famille et non-paiement de pension alimentaire. L'affaire oppose El Hadji Diouf à son ex-épouse, Valérie Bishop, qui réclame près de 10 millions

de francs CFA d'arriérés de pension pour leur fille Keyla, née en 2008. La plaignante demande en outre 20 millions de francs CFA de dommages et intérêts pour le préjudice moral subi par l'enfant mineure.

Le divorce avait été prononcé le 12 juillet 2023 aux déliés exclusifs de l'ancien footballeur, pour blessures. La garde de l'enfant avait été confiée à la mère, avec une pension mensuelle fixée à 500 000 francs CFA, ainsi qu'une obligation de couvrir les frais

médicaux et scolaires.

D'après la partie civile, El Hadji Diouf n'aurait pas versé les sommes dues entre mars 2024 et septembre 2025. Les avocats de Valérie Bishop affirment qu'il est «parfaitement solvable», évoquant notamment ses revenus issus de contrats publicitaires, de son poste à la Fédération sénégalaise de football et de ses biens immobiliers.

L'ancien footballeur comparaîtra le 5 décembre 2025 devant le Tribunal d'instance hors classe

de Dakar. Lors d'une précédente audience tenue le 4 octobre 2025, l'affaire n'avait pas pu être examinée en raison de l'absence de l'ancien footballeur.

Si El Hadji Diouf ne se présente pas au tribunal le 5 décembre 2025, il s'exposera à des conséquences judiciaires graves, conformément aux dispositions légales invoquées.

RB



La traque aux « Bébés noirs »

Le président Denis Sassou-Nguesso a reconnu le 24 octobre 2025 avoir ordonné la traque des gangs, pourchassés par les soldats d'élite de la sécurité présidentielle depuis bientôt un mois. Communément appelés « bébés noirs » ou « Kulunas », ces gangs terrorisent les populations, à Brazzaville notamment.



Pour le président Sassou N'Guesso, la lutte contre les violences urbaines demeure une priorité. (Ph : DR)

A Brazzaville, la récréation est terminée ! Le président Denis Sassou-Nguesso a reconnu avoir ordonné, en personne, la traque des gangs, pourchassés par les soldats d'élite de la sécurité présidentielle depuis plus d'un mois.

Il a affirmé avoir donné l'ordre aux unités de la Direction de la sécurité présidentielle, de traquer les « bébés noirs » ou « Kulunas ». Des bandits qui terrorisent, mutilent et tuent des citoyens depuis des années, sans que gendarmes et policiers ne parviennent à les éradiquer. « La sécurité présidentielle ! J'ai vu que l'opération (de traque des gangs, NDLR) patinait un peu avec les autres corps de la sécurité. J'ai ordonné qu'elle (la sécurité présidentielle) intervienne aussi, comme j'avais ordonné qu'elle intervienne lors des opérations dans le Pool (région voisine de Brazzaville), entre 1998

et 2002 », a-t-il expliqué.

Depuis l'entrée en jeu de ce corps d'élite, des bandits jugés récidivistes ont été tués, et des parents jugés complices ont vu leurs maisons démolies. Le président n'a pour l'heure, fourni aucun bilan de cette opération qui devrait se poursuivre pendant encore longtemps. « On va agir prioritairement à Brazzaville et à Pointe-Noire (Sud). Nous voyons que ces brigands, quand la force publique intervient dans une ville, s'enfuient dans d'autres. On les traquera dans ces autres villes », a-t-il affirmé. Pour une partie de la population, cette opération est perçue comme une riposte nécessaire pour restaurer la sécurité. « C'est une bonne initiative parce que les Congolais ont tout le temps peur de sortir. J'espère que ça va durer », confie un résident. Une commerçante de Brazzaville témoigne également : « Nous, les commerçantes, devons désor-

mais rentrer plus tôt que prévu, sinon ils prennent notre argent ou nous tuent à coup de machette. »

Cependant, ces actions suscitent aussi la controverse. Plusieurs images d'exécutions sommaires, devenues virales sur les réseaux sociaux, montrent des scènes insoutenables. Ces vidéos soulèvent des inquiétudes quant au respect des droits humains.

L'opération de traque des gangs de « bébés noirs », a été au centre de l'audience que le président Denis Sassou N'Guesso, a accordée à la Résidence du Plateau à une délégation du clergé catholique conduite par l'archevêque de Brazzaville, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou. « Le président de la République nous a expliqué en long et en large le sens de cette opération. Malgré la douleur, malgré les interprétations qu'il peut y avoir, l'objectif est de faire en sorte que, du Nord au

Sud, de l'Est à l'Ouest, le Congo puisse vivre en paix. Il s'est engagé à rassurer les populations sur la poursuite de cet objectif ». Selon l'archevêque de Brazzaville, la délégation du clergé a obtenu des réponses « appropriées » aux préoccupations soulevées, notamment sur les conditions dans lesquelles se déroule la campagne de sécurisation menée à Brazzaville et dans d'autres localités du pays. Cette rencontre, placée sous le signe de l'écoute et du dialogue, a permis de réaffirmer la complémentarité entre les autorités civiles et religieuses dans la quête de la paix et de la cohésion nationale.

Pour le président Sassou N'Guesso, la lutte contre les violences urbaines demeure une priorité, tout comme la préservation des valeurs morales et citoyennes que promeut l'Église catholique.

Landry ANUARITE

CULTURE » Nigeria



Le fiasco de la restitution des « bronzes du Bénin »

Le retour des fameux bronzes du Bénin pillés par l'occupant colonial britannique s'est transformé en psychodrame juridique au Nigeria. L'héritier de l'ancienne famille royale en réclame la propriété.

A près des années de demandes ignorées par plusieurs pays occidentaux, le Nigeria est bien décidé à récupérer ses œuvres. Les surnommés « bronzes du Bénin », un ensemble d'objets d'art volés à la fin du XIXe siècle par les forces coloniales britanniques, puis dispersés à travers plusieurs musées européens, sont au centre des discussions.

D'un côté, les dirigeants de gouvernements occidentaux ont hâte de rendre ces œuvres pillées à leur propriétaire légitime. De l'autre, la délégation nigériane envoyée pour les récupérer fait face à un dilemme, détaille le journal britannique The Guardian. Qui, parmi ses trois membres (le gouvernement fédéral nigérian, l'État d'Edo, et le descendant de la famille royale), a également le droit de les récupérer ?

De quoi s'agit-il ? À l'été 2022, 21 de ces bronzes, soigneu-



Le Nigeria est bien décidé à récupérer ses œuvres surnommées « bronzes du Bénin ». (Ph : DR)

sement emballés dans des caisses, sont rapatriés par un avion gouvernemental allemand. Lors de la cérémonie de remise des objets à Abuja, la capitale du Nigeria, les tensions se cristallisent. Le gouvernement fédéral et le représentant de l'État nigérian d'Edo, siège du pouvoir de l'ancien royaume

du Bénin d'où sont originaires les bronzes, sont présents. L'absence de l'oba du Bénin (titre du descendant de la famille royale) est remarquée.

La présence de Godwin Obaseki, représentant de l'État d'Edo, en serait la raison. Il est accusé par les médias proches de l'oba de vouloir s'approprier

les bronzes en créant le musée d'Art ouest-africain d'Edo, à Benin City.

Le 23 mars 2023, le débat, devenu lutte juridique, prend fin lorsque le gouvernement désigne le descendant de la famille royale comme le gardien légitime des trésors volés. Il se range ainsi à aux arguments de l'oba, qui affirme que ces œuvres, puisqu'elles ont été volées à la famille royale, lui reviennent de droit.

Le musée d'Art ouest-africain, qui a retiré « Edo » de son nom, prévoit son ouverture ce 11 novembre 2025. Et ce seront des œuvres en argile, installation de l'artiste Yinka Shonibare, qui y seront exposées. L'oba n'a pas souhaité les exposer. Il est soupçonné de réserver leur exposition à l'ouverture d'un autre musée, le Musée royal du Bénin.

Marie-Inès Bibang

Musique



« L'amour à la folie », l'ultime album d'Amadou et Mariam

Sept mois après le décès d'Amadou Bagayoko, le disque sur lequel le mythique couple malien avait travaillé pendant plusieurs années est sorti le 24 octobre 2025. « L'amour à la folie » est rempli de joie et de vie.

Cette sortie d'album, un évènement. « L'amour à la folie », l'album sur lequel le couple malien avait travaillé pendant plusieurs années est sorti le vendredi 24 octobre 2025. Cette sortie avait certes été retardée par la disparition d'Amadou d'un

accès de paludisme, en avril 2025 mais il faut souligner que le couple était tombé malade juste après l'enregistrement de ce neuvième album. Seule et dans la peine, Mariam a décidé de sortir ce disque enregistré entre Paris, Barcelone et Bamako. « Il est très impor-

tant car c'est le dernier avec mon mari. Il est très puissant, mon mari chante, on chante ensemble ».

Sur leur premier album, ils se disaient de façon naïve « Je pense à toi, mon amour ma bien aimé ». Cette même candeur habite la chanson titre L'amour à la

folie, un afro-blues endiablé où Amadou et Mariam répètent ad libitum leurs sentiments réciproques - « On va se parler, on va chanter, on va se dire des jolis mots d'amour » - et le tendre La vie est belle. C'est tout le paradoxe de ce disque posthume habité par une vitalité communica-



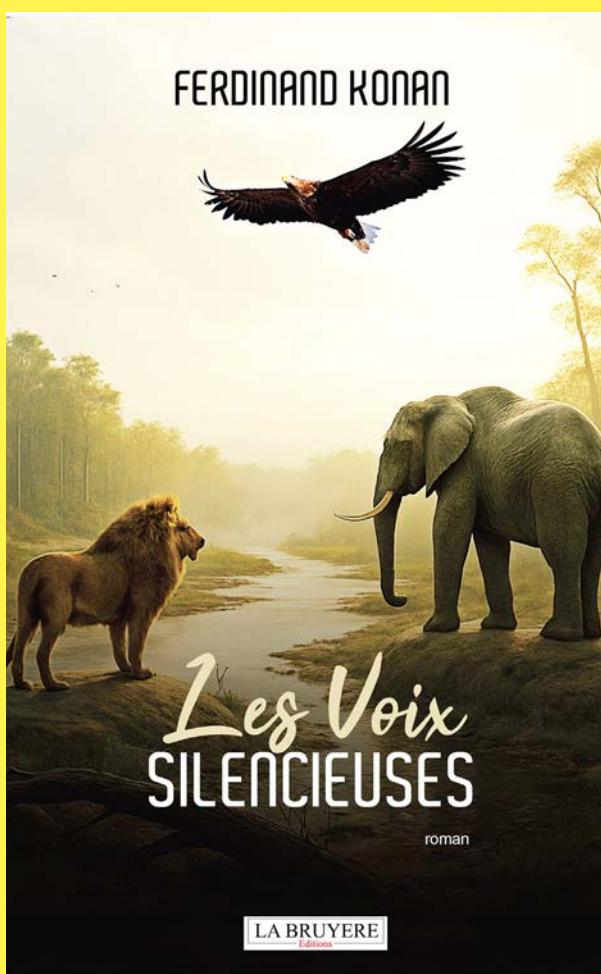
tive, à travers des titres dansants comme Sonfo, Mogolu ou encore Saabujugu où se mêlent sonorités électroniques et traditionnelles, chant en bambara et en français. Mariam a décidé, à 67 ans, de reprendre les tournées avec notamment l'aide d'un de ses fils Samou Bagayoko à la guitare. Son groupe s'est produit fin septembre à Villers-Cotterêts pour son premier concert sans Amadou avant d'autres dates en France puis aux États-Unis, au Canada et en Belgique. Pour continuer à partager le message de paix et d'amour que L'amour à la folie porte au-delà de la mort d'Amadou.

MIB



Amadou et Mariam avaient enregistré ce neuvième album avant le décès en avril d'Amadou. (Ph : DR)

EN LIBRAIRIE



LES VOIX SILENCIEUSES

Les voix silencieuses est une fable captivante qui nous plonge au cœur d'une forêt en péril. À travers le regard de Djadji, le lion charismatique, Wélou, l'éléphant sage et Tchuan, l'aigle vigilant, ce récit poignant révèle les luttes d'une communauté animale confrontée à la dévastation de leur habitat par l'homme.

Ce roman ne se limite pas à une histoire de survie animale : il est un appel vibrant à la réflexion sur notre propre responsabilité face aux défis environnementaux. À mesure que les animaux surmontent leurs divisions et élaborent des stratégies pour protéger leur milieu de vie, nous sommes invités à repenser notre rapport avec la nature, à l'unité et à l'action collective.

Les voix silencieuses est un hymne à la résilience et un cri d'alarme pour préserver notre planète avant qu'il ne soit trop tard.



Ferdinand KONAN, Ingénieur Pétrole, entrepreneur engagé dans le développement durable et passionné d'écriture, livre ici une œuvre inspirante, alliant sa vision technique et son amour pour l'environnement. Marié et père de quatre enfants, il a su transformer sa passion en une source d'inspiration pour les générations futures.

ISBN : 978-2-7500-1999-0

PRIX : 19 €

GASTRONOMIE » Pépé Soupe Mixte de Poisson Congre Capitaine

Cuisson et Préparation 1h

INGREDIENTS
2 capitaines (ou bars)
2 belles tranches de congre
1/2 poivron vert

1 gros oignon
3 gousses d'ail
1 petite tomate fraîche pas trop mûre

Difficulté *

1 cube de bouillon culinaire
3 feuilles de laurier
1 cuillère à café de poivre blanc

Pour 4 Personnes

1 gros piment rouge
2 brins de persil
Sel, poivre
1 cuillère à café de purée de

gingembre frais
25 cl d'huile de tournesol
1 ou 1,5 L d'eau

PRÉPARATION

Lavez puis coupez en quatre les 2 tranches de congre. Réservez.

Retirez les têtes, lavez puis coupez en 3 ou 4 morceaux les 2 capitaines. Réservez.

Epluchez, lavez et découpez en petits dés l'oignon, les trois gousses d'ail, le poivron, la tomate fraîche, la purée de gingembre, les feuilles de laurier, le bouillon de cube émietté, le sel, le poivre, le piment rouge, le persil.

Reunissez dans une marmite les morceaux de poisson, l'oignon, l'ail, le poivron, la tomate fraîche, la purée de gingembre, les feuilles de laurier, le bouillon de cube émietté, le sel, le poivre, le piment rouge, le persil.

Répartissez les 25 cl d'huile au dessus, couvrez complètement d'eau, remuez un peu la marmite pour bien mélanger le tout avant de fermer et portez à ébullition 25 à 30 minutes à feu vif.

Ouvrez et remuez de nouveau la marmite à mi cuisson pour bien mélanger les saveurs puis remettez à ébullition jusqu'à la fin de la cuisson.

Servir très chaud avec des bananes plantain.

Recette d'Afrique elle prend des noms différents selon les pays : Sauce claire en Côte d'Ivoire, Pépé Soupe pour les deux Congo et au Cameroun...

Bon appétit.

Danielle EBENGU



LE NUMÉRO 625 D'AMINA mag EST EN KIOSQUE



À L'HONNEUR DE CE NUMÉRO, TANIA POMPUS, FEMME DE LUMIÈRE ET PHILANTHROPE

RETRouvez aussi un dossier spécial mode qui met en lumière les jeunes créateurs prometteurs de la mode africaine.

(FESE NDUMBE-EYOH, NIUKU, OSHOBOR, JAFARU LARRY, LEILA K, RICH MINISI, STEPHANIE DABIRA, ALICE GNAPA, GUY ANNA CHRISTINA AMINA MAG VOUS DONNE RENDEZ-VOUS AVEC LA CULTURE AVEC KADY BALDÉ, NOÉMY DACLINAT, SIMBOU VILI, N'DEYE SOFIE NIARE, ASIYA BATHILY, BB ANGE, MADEKA KOUADIO-TIMMERMAN, NINA GUETTA.

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : DÉCOUVREZ LES TÉMOIGNAGES DE JULIE BOURSIER, AYIH EKUE ET CHARLÈNE ISIDA.

INSPIREZ-VOUS DU PARCOURS D'ALTHÉA LAURIN, UNE ATHLÈTE EN OR. ET DE CELUI DE DEUX FEMMES, NAHDA BARRAL ET AISSATOU DRAMÉ QUI SE SONT RECONVERTIS DANS LE COIFFURE.

.AU SOMMAIRE ÉGALEMENT ELVYRE DOSSOU, FONDATRICE DE KEMI HOME ART, SOKHNA NDIAYE, VANESSA THOM, SARRA VENCATACHELLUM, ET SEYNA KANE. SANS OUBLIER NOS HOMMES : ALEXIS ROSSO, LOJAY, ET NERRY LIANZA QUI NOUS RÉGALE DE SES MERVEILLES DU MONDE

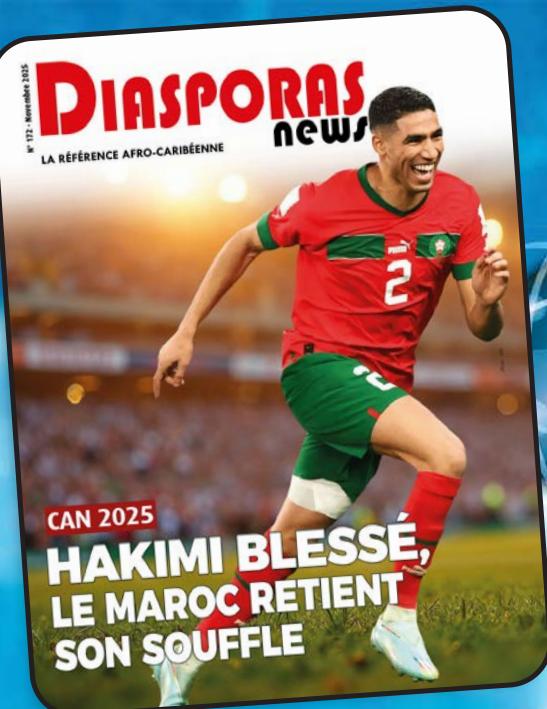
Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site : <https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

Ph: DR

COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
news
LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



Premier Magazine
GRATUIT
Rejoignez-nous !

Flashez-moi



1 AN
50€
Frais de port inclus



Recevoir
directement
votre magazine
chez vous

Restez informé

ABONNEMENT

Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom _____
Prénoms _____
Adresse _____

Code postal _____ Ville _____
E-mail _____
Tél. _____

• Je ne paye que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).
• Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.
• Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group
En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant aux services des abonnements.

Date _____ Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...
Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

DIASPORAS news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Le Premier Magazine Mensuel
GRATUIT
des diasporas afro-caribéennes en France

Perspectives d'évolution vers d'autres pays

Une version électronique du magazine en PDF
est accessible à travers le monde sur www.diasporas-news.com

Concept éditorial

Offrir une information synthétique, claire et accessible.
Créer une plateforme d'échanges, d'expression et d'interactions
des diasporas avec leur environnement d'émigration.

Choix du gratuit

Conquérir un public plus large et éloigné du marché de l'information payante
mais disposant d'un pouvoir d'achat conséquent pour les annonceurs.

Valeur ajoutée

Offrir une visibilité optimale aux annonceurs avec un contenu rédactionnel innovant
dont la vocation est de rendre l'information accessible à tous et de fédérer des individus
d'ici et d'ailleurs autour du concept de la civilisation de l'Universel.

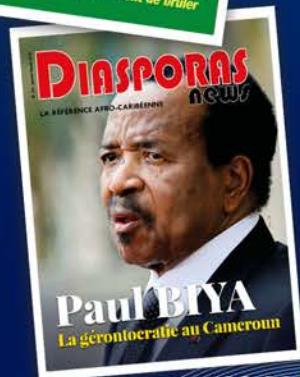
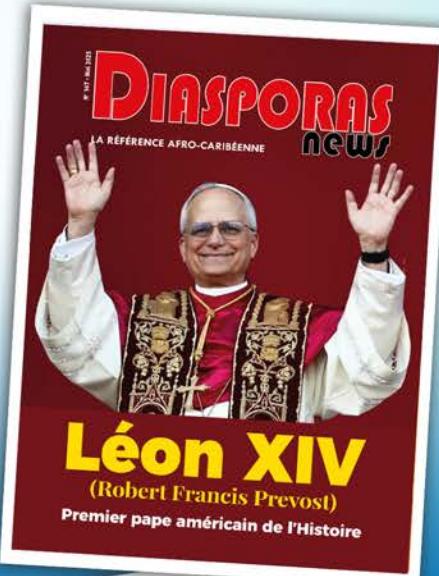
Pour tout renseignement

X f DIASPORAS-NEWS

39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - France

www.diasporas-news.com / contact@diasporas-news.com

Bur : +339 50 78 43 66 / Mob : +336 34 56 53 57 / Fax : +339 55 78 43 66



100 000
exemplaires